

ST 1 « *Nouvelles formes d'insécurité sociale et comportements électoraux* »

Jean Rivière

Maître de conférences

UMR « Espaces et sociétés » 6590 CNRS

Université de Nantes

jean.riviere@univ-nantes.fr

Les effets électoraux de la précarité au travail quand un crédit pèse sur le ménage

Retour sur une enquête en contexte(s) périurbain(s) lors de la présidentielle 2007

Longtemps périphériques, au point d'être considérés comme un « angle mort de la sociologie française »¹, les espaces périurbains ont fait l'objet d'une attention croissante au cours des années 2000, puis ont connu une consécration médiatique à l'occasion du scrutin présidentiel de 2012². Ce n'est pas un hasard si cette irruption de la catégorie « périurbain » coïncide avec un certain « retour des classes sociales » dans la sociologie française³, l'espace périurbain ayant été progressivement construit⁴ comme l'espace résidentiel des couches moyennes de « petits-blancs » animés par la quête d'un entre-soi protecteur, à distance des quartiers populaires de grands-ensembles comme des centres-villes appropriés par les différentes fractions des classes supérieures. Dans cette perspective qui met l'accent sur la « sécession sociale et urbaine », la situation des strates inférieures des couches moyennes fragilisées constituerait la nouvelle question sociale et les scores élevés de l'extrême-droite dans les mondes périurbains exprimeraient les difficultés rencontrées par ces groupes sociaux. Cette vision, simplificatrice à de multiples égards, a été récemment consacrée avec le triomphe médiatique du dernier essai de Christophe Guilly⁵, cet ouvrage étant pourtant très faiblement informé empiriquement en comparaison de recherches doctorales récentes sur des objets voisins⁶.

Face à ce nouveau discours dominant aux effets politiques et sociaux pour le moins problématiques, l'objet de cette communication est de discuter des effets électoraux de la précarité dans le monde du travail dans un type de contexte résidentiel – les espaces périurbains – justement caractérisé par la surreprésentation de ménages souvent biactifs et souscripteurs de crédits bancaires aux montant

¹ Beaud S., 2006, « Les angles morts de la sociologie française », in Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, p. 459-472.

² Girard V. & Rivière J., 2013, « Grandeur et décadence du "périurbain". Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, [en ligne], disponible sur : <http://www.metropolitiques.eu/Grandeur-et-decadence-du.html>. Rivière J., 2013, « Sous les cartes, des habitants. La diversité du vote des périurbains en 2012 », *Esprit*, n° 393, mars-avril, p. 34-44.

³ Lebaron F., 2012, « L'éternel retour du "retour des classes sociales" », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 10, p. 281-287.

⁴ Sur les lectures opérant une « spatialisation des problèmes sociaux », voir Sylvie Tissot et Franck Poupeau, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, 2005, p. 5-9.

⁵ Guilly C., *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

⁶ Rivière J., *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz et Perpignan)*, thèse de géographie, Université de Caen, 2009, 822 p. Girard V., *Un territoire périurbain, industriel et ouvrier. Promotions résidentielles de ménages des classes populaires et trajectoires d'élus salariés intermédiaires de l'industrie*, thèse d'ethnologie, EHESS, 2009, 471 p. ; Lambert A., « *Tous propriétaires !* » *Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains (1970-2010)*, thèse de sociologie, EHESS, 2012, 597 p. Plus largement voir le dossier « Propriété et classes populaires, des politiques aux trajectoires » paru dans le n° 101 de *Politix*.

élevés, pour lesquels la perte (ou la perspective de la perte) d'un emploi peut remettre en cause la viabilité financière du projet d'accession à la propriété, entraînant des sentiments de désillusion qui ne peuvent pas être sans effets sur les choix électoraux. Outre sa volonté de participer au renouveau des approches contextuelles dans le champ des études électorales françaises, cette communication a en effet tenté de saisir les mutations contemporaines d'un monde du travail caractérisé par la précarisation croissante du régime du salariat⁷. Parallèlement aux questions classiques sur les statuts des contrats de travail (Fonctionnaires, CDI, CDD et autres contrats précaire) et sur le temps de travail (temps partiel subi, notamment par les femmes), on a ainsi cherché à approcher d'une part les sentiments éprouvés par les enquêtés dans le poste qu'ils occupent (impression d'être reconnu à sa juste valeur, impression du travail bien fait, impression d'être reconnu à sa juste valeur, sentiment d'être exploité, sentiment d'ennui, sentiment que n'importe qui pourrait faire son travail)⁸ et d'autre part les rapports à l'avenir dans le monde du travail (probabilité d'avoir une promotion dans l'année qui vient, ou à l'inverse de perdre son emploi).

En plaidant pour l'intégration de tels indicateurs à même de mieux cerner de nouveaux clivages dans l'espace social et géographique, les résultats de ce travail soulignent l'importance des retombées électorales des représentations de soi au travail et rappellent que « une des caractéristiques les plus déterminantes des choix politiques réside en effet en ce qu'ils font intervenir [...] la représentation plus ou moins explicite ou systématique que l'on se fait du monde social, de la position que l'on y occupe et que l'on « devrait » y occuper [...] La pente de la trajectoire individuelle et surtout collective commande, par l'intermédiaire des dispositions temporelles, la perception de la position occupée dans le monde social et le rapport enchanté ou désenchanté à cette position qui est sans doute une des médiations principales à travers lesquelles s'établit la relation entre la position et les prises de position politiques : le degré auquel les individus et les groupes sont tournés vers l'avenir [...] et, plus généralement, inclinés à l'optimisme social et politique ou au contraire orientés vers le passé, portés au ressentiment social et au conservatisme dépend en effet de leur trajectoire collective, passée ou potentielle »⁹.

1. Saisir les choix électoraux dans leur(s) contexte(s) périurbain(s) de production

À l'inverse des sondages « d'opinion » nationaux qui extirpent les individus de leurs sphères locales de socialisation tout autant qu'ils leur imposent de trancher sur des enjeux potentiellement extérieurs à leurs propres préoccupations, le protocole méthodologique utilisé s'inscrit dans le renouveau récent des approches contextuelles des pratiques électorales¹⁰, à l'image des travaux menés dans un quartier populaire de grands ensembles¹¹ ou dans une zone pavillonnaire urbaine de « petits-moyens »¹². Il s'agit donc ici de privilégier la quête du réalisme sociologique dans la manière de comprendre les votes qui ont lieu dans les espaces périurbains, bien souvent considérés comme un « univers pour les classes moyennes »¹³ qui y trouveraient même leur « terrain d'aventure politique » privilégié¹⁴. Pour cela, c'est une entrée « par l'espace » qui a été privilégiée, et ce à plusieurs échelles.

⁷ Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Folio, 813 p., 1995.

⁸ Ces questions ont été reprises d'une enquête collective conduite par des spécialistes de sociologie du travail : Baudelot C. & Gollac M. (dir.), 2003, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard, 351 p.

⁹ Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, pp. 528-529.

¹⁰ Braconnier, C., 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso.

¹¹ Braconnier, C. & Dormagen, J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio.

¹² Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 324 p.

¹³ Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, 303, pp 43-65.

¹⁴ Jaillet M.-C., Brévard L., Rougé L., 2006, « Le périurbain, terrain d'aventure politique pour les classes moyennes ? », *Pouvoir local*, 56, 1, pp. 25-29.

Trois aires urbaines moyennes – celles de Caen, Metz et Perpignan – ont d’abord été retenues pour l’exemplarité de leurs mutations depuis les années soixante¹⁵. Au sein de ces trois aires urbaines, des analyses quantitatives multivariées ont ensuite permis de dégager plusieurs types de trajectoires d’évolutions communales grâce à l’exploitation de bases de données associant recensements de l’INSEE et résultats des élections présidentielles. Outre qu’elles renseignent sur la géographie des inégalités sociales dans les espaces périurbains, ces analyses préalables ont aussi permis de construire un échantillon de communes emblématiques de la diversité des profils socio-électoraux existants dans les espaces périurbains français. Le principal critère utilisé dans la construction de cet échantillon est donc la structure sociale communale (et l’orientation électorale qui en découle) de sorte que quatre grands types de contextes ont été dégagés : des cadrans périurbains qui concentrent de manière croissante les classes supérieures et les fractions hautes des couches moyennes et où les votes en faveur de la droite parlementaire et du PS sont surreprésentés ; des espaces périurbains caractérisés par la présence des strates inférieures des couches moyennes (employés, ouvriers qualifiés) au sein desquels les candidats de gauches recueillent des scores élevés (avec augmentation des suffrages portés sur l’extrême gauche et l’extrême droite) ; des secteurs périurbains marqués par une forte présence des catégories populaires (ouvriers qualifiés et non qualifiés, chômeurs) et dont les électeurs accordent souvent leurs voix au PCF et au PS (avec une hausse des scores de l’extrême gauche) ; et des marges du périurbain lointain qui accueillent plus qu’ailleurs des ouvriers et des petits indépendants (agriculteurs, artisans-commerçants) et où les candidats de la droite bénéficient historiquement de scores élevés, même si la périurbanisation y a récemment engendré une hausse des scores de la gauche et du FN¹⁶. Parallèlement, trois critères secondaires ont été utilisés afin de diversifier les terrains retenus : la taille de la commune et sa trajectoire d’évolution démographique depuis la fin des années soixante, son degré de polarisation vis-à-vis des ensembles urbains voisins (influence de la seule ville-centre de l’aire urbaine, centralités secondaires), et sa morphologie (place du bourg historique, nombre et ancienneté des tranches de lotissements, environnements paysagers).

C’est dans ces communes que des enquêtes par questionnaires dite « sortie des urnes » ont été réalisées afin de cerner les trajectoires résidentielles des habitants, leurs orientations politiques ainsi que leurs propriétés sociales. Ces enquêtes se sont déroulées le jour du 1^{er} tour du scrutin présidentiel de 2007, moment où les enquêteurs ont proposé à tous les habitants qui venaient de voter des questionnaires auto-administrés. Au total, 2049 personnes ont répondu au questionnaire, soit un taux de retour moyen de 28% des inscrits qui admet de très fortes variations locales en fonction du profil sociologique des sites d’enquête (de 11% à 67%). En croisant les sources disponibles (RGP INSEE 2006, dépouillement des listes d’émargement électorales, analyse des réponses fournies dans les questionnaires), on mesure les effets d’un double « cens caché »¹⁷ qui pèse à la fois sur le fait d’aller voter et de participer à l’enquête. Ainsi et par rapport au profil social des terrains étudiés, les habitants les plus âgés sont sous-représentés dans l’échantillon et les fractions les plus populaires de la population se sont très fortement auto-exclues de l’enquête. Ces deux processus cumulatifs permettent de comprendre que les titulaires d’un diplôme supérieur au bac sont surreprésentés de plus de 20 points dans l’échantillon final par rapport à leur poids escompté, ce qui n’est pas inintéressant du point de vue de l’étude des couches moyennes mais doit être gardé à l’esprit. En raison de l’inégale légitimité sociale des opinions politiques, les réponses apportées dans le questionnaire sont par ailleurs en décalage partiel avec les votes effectivement dépouillés (figure 1). L’ensemble des votes de gauche sont assez fortement surreprésentés dans l’échantillon, tandis que les votes de droite y sont moins présents au regard de ce qu’ils pèsent dans les espaces périurbains,

¹⁵ Rivière J., *op. cit.*, 2009.

¹⁶ Pour chacun de ces quatre types de contextes périurbains, deux communes ont été choisies (l’une appartenant aux périphéries caennais, l’autre non) de manière à gommer d’éventuels effets régionaux, soit huit communes au total (quatre autour de Caen, deux autour de Metz et deux autour de Perpignan).

¹⁷ Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 269 p.

notamment ceux pour N. Sarkozy et dans une moindre mesure ceux portés sur les candidats de la « droite de la droite »¹⁸. Sans être parfaitement représentatif de la situation des aires urbaines françaises, cet échantillon offre toutefois la possibilité de poser des constats dont la portée dépasse les seuls cas des communes étudiées, choisies pour l'exemplarité de leurs profils.

Figure 1. Caractéristiques de l'échantillon

	Blancs ou nuls	Gauche de la gauche	Écologistes de gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Droite de la droite	Total
France entière	1%	8%	3%	25%	19%	31%	14%	100%
Aires urbaines de plus de 200000 hab.	1%	7%	3%	26%	19%	31%	12%	100%
Trois aires urbaines étudiées	1%	9%	3%	26%	18%	29%	14%	100%
Huit communes enquêtées	1%	10%	3%	26%	18%	27%	14%	100%
<i>Répondants qui déclarent leur vote</i>	2%	14%	4%	30%	18%	21%	10%	100%

(Source : Ministère de l'Intérieur, Enquête « sortie des urnes », 2007)

Afin de démontrer que la seule localisation résidentielle périurbaine ne permet en rien d'éclairer les choix électoraux qui y ont lieu, on se propose donc de souligner la diversité de ces derniers en les ré-encadrant avec les appartenances sociales des habitants. Bien qu'aux yeux de la science politique canonique, cet objectif soit « volontiers répudié comme sociologiste et passéiste »¹⁹, il n'en reste pas moins essentiel pour qui veut tenter de comprendre les expressions électorales des périurbains sans *a priori* normatifs.

2. Un type de contexte qui impose une attention toute particulière aux trajectoires

Au-delà de la grande hétérogénéité sociale des habitants des espaces périurbains et ses liens avec la diversité des expressions électorales qu'on observe dans ces espaces, toutes ces communes périurbaines n'en ont pas moins des traits communs. Elles accueillent en effet des ménages qui ont fait le choix, évidemment plus ou moins contraint par des déterminants sociaux, de l'installation dans des espaces situés à bonne distance des centres urbains où ils travaillent, et cette installation passe généralement par l'achat d'une maison individuelle, achat souvent effectué à crédit. Comme de nombreux travaux l'ont montré, ce projet d'accession engage durablement l'ensemble de ces familles d'un point de vue économique et affectif. On peut faire l'hypothèse, avec d'autres²⁰, que les politiques d'accession à la propriété relancées sous Valéry Giscard d'Estaing et théorisées ensuite dans son ouvrage *Deux français sur trois*²¹ ont eu des effets électoraux importants sur les pavillonnaires qui en ont bénéficié, à commencer par le « groupe central giscardien »²² auxquelles elles étaient destinées :

« Il reste cependant que l'accession à la propriété de maisons a connu son accroissement le plus marqué dans la région de l'espace social définie par le primat du capital culturel sur le capital économique, c'est-à-dire dans toutes les catégories supérieures (ingénieurs, cadres supérieurs) et moyennes (techniciens, cadres moyens, employés) des salariés du secteur public ou semi-public (à l'exception toutefois des professions artistiques et intellectuelles), et aussi dans les régions supérieures de la classe ouvrière (contremaîtres, ouvriers qualifiés) et même dans une fraction non négligeable des ouvriers spécialisés et des manœuvres. C'est ainsi que le processus global d'accroissement du taux de propriétaires s'accompagne d'une homogénéisation des deux secteurs qui s'opposent dans la dimension horizontale de l'espace social, c'est-à-dire du point de vue de la structure du capital : une part importante des

¹⁸ Certains candidats ont été regroupés en courants politiques afin de préserver des effectifs statistiques robustes.

¹⁹ Lehingue P., 2001, « Sociologie critique », dans Perrineau P., Reynié D. (sous la dir. de), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, p. 856-858.

²⁰ Raymond H., Haumont N., Dézes M.-G., Haumont B., 1966, *L'habitat pavillonnaire*, Paris, L'Harmattan, 114 p.

²¹ Giscard D'Estaing V., 1984, *Deux français sur trois*, Paris, Compagnie,

²² Ysmal C., 1983, « Le groupe central giscardien », dans 1983, *L'univers politique des classes moyennes* sous la direction de Lavau G., Grunberg G., Mayer N., Paris, Presse de la FNSP, 389 p., pp. 229-254.

catégories qui étaient peu portées jusque-là à faire de l'achat de leur habitation une forme majeure de placement et qui auraient offert une clientèle naturelle à une politique visant à favoriser la création de logements publics (maisons individuelles ou immeubles) destinés à la location est entrée, grâce au crédit et aux aides du gouvernement, dans la logique d'accumulation du patrimoine économique et a fait une part, dans ses stratégies de reproduction, à la transmission directe de biens matériels ; cependant qu'au même moment une fraction importante des catégories situées dans les positions opposées qui ne comptaient jusque-là que sur l'héritage économique pour reproduire leur position devait s'appuyer sur le système scolaire pour opérer les reconversions imposées par les rigueurs de la concurrence. Ces deux mouvements complémentaires et convergents ont sans doute plus que tout contribué à affaiblir la distance et les antagonismes entre la "droite" et la "gauche" de l'espace social et, par là, du champ politique, en remplaçant les différentes oppositions qui divisaient la réalité et la représentation du monde social, propriété et location, libéralisme et étatismes, privé et public, par des oppositions atténuées entre des formes mixtes telles que la copropriété et la multipropriété »²³.

La lecture des positions sociales de ces groupes rappelle en effet immédiatement la figure des « aventuriers du quotidien »²⁴, et s'avère assez proche des catégories sociales les plus surreprésentées dans l'échantillon de questionnaires. Presque vingt ans après la parution du numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales* consacré à la maison individuelle dont est extrait la citation ci-dessus, les catégories sociales ayant eu accès aux PTZ des années 1990 sont plus diversifiées encore et situées de plus en plus fréquemment dans les mondes populaires. Or les travaux de Lionel Rouge²⁵ sur la figure des « captifs du périurbain » montrent justement de manière exemplaire le lien entre la montée des votes d'extrême droite dans les espaces périurbains les plus éloignés et les trajectoires d'accession mal maîtrisées des ménages les plus populaires qui peuvent aller jusqu'à entraîner des phénomènes de surendettement et toujours un sentiment d'échec face à ce qui était imaginé au départ comme une trajectoire ascendante. Si ces processus affectent les vies des habitants de tous les types d'espaces résidentiels, il s'agit d'avancer l'idée que les ménages périurbains pourraient y être plus sensibles que d'autres en raison de certaines de leurs caractéristiques, et appréhende de ce point de vue les espaces périurbains comme une forme particulière de contexte résidentiel. Pour toutes ces raisons, il a semblé important de mettre l'accent sur les statuts et les perceptions au sein du monde du travail, en faisant l'hypothèse que ces questions étaient véritablement centrales pour des ménages souvent biactifs et souscripteurs de crédits bancaires importants et pour lesquels la perte (ou la perspective de la perte) d'un emploi peut remettre en cause la viabilité financière du projet d'accession à la propriété, entraînant des sentiments de désillusion qui ne peuvent pas être sans effets sur les choix électoraux.

3. Des statuts et mondes professionnels qui pèsent sur les votes

Plus que comme des indicateurs de positions, les variables mobilisées ici donnent à lire des mondes professionnels dans lesquels les enquêtés évoluent au quotidien et au sein desquels se construisent largement leurs rapports à l'avenir. Plusieurs questions du questionnaire permettent ainsi de connaître les secteurs économiques d'activité et les statuts professionnels des actifs afin de gagner en profondeur sociologique, et donc en réalisme, à l'inverse de l'approche par les sondages d'opinion, géographiquement et socialement surplombante :

« Ils [les sondages d'opinion comme instruments d'enquête privilégiés] conduisent, pour une large part, à déshistoriciser et à désociologiser l'analyse des votes et à faire des croyances professionnelles propres aux éditorialistes les sources d'illusion bien mal fondées. [...] n'est retenu dans l'analyse du vote qu'un vague état-civil (sexe, âge, position sociale et encore très imprécise, on l'a vu, niveaux de diplômes, là encore très succinctement restitué, lieu de résidence. Est passé sous silence tout ce qui permet de rendre compte du vieillissement social des

²³ Bourdieu P., De Saint Martin M., 1990, « Le sens de la propriété. La genèse sociale des systèmes de préférence », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 81, 1, pp. 52-64.

²⁴ Bidou C., 1984, *Les aventuriers du quotidien*, Paris, PUF, 200 p.

²⁵ Rouge L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maisons individuelle des familles modestes installées en périurbain toulousain. Les « captifs » du périurbain*, Thèse de doctorat de géographie et aménagement du territoire, Université de Toulouse II, 381 p.

individus, de leur trajectoire sociale, de leur cycle de vie qui, pourtant, en structurant de façon contrastée les visions de l'avenir et du sentiment d'avoir sa place dans le monde social, ne sont pas sans conséquence sur les rapports à l'élection, notamment sur le sentiment d'utilité du vote et le degré de conviction importée dans l'acte électoral »²⁶.

L'analyse de la figure 2 montre en effet que les secteurs d'activités et les statuts des électeurs périurbains éclairent aussi leurs choix électoraux. Il faut cependant préciser que la faiblesse numérique de l'échantillon des agriculteurs (29 individus) permet de relativiser l'apparent (et assez surprenant) succès des écologistes de gauche dans cette catégorie, puisque ce sont en fait deux agriculteurs ayant voté pour José Bové qui font monter le vote à 7%, de même que la présence de deux chargés de mission du secteur de l'environnement ayant choisi Dominique Voynet permet de mieux comprendre le score de 8% chez les contractuels du public (n=74), d'autant plus que les 18-34 ans, qui constitue un groupe important de l'électorat écologiste, sont aussi des salariés en début de carrière, donc moins bien insérés dans les hiérarchies professionnelles en dépit de diplômes souvent élevés.

Figure 2. Les effets électoraux des appartenances professionnelles

	Non réponse	Blancs ou nuls	Gauche de la gauche	Écologistes de gauche	S. Royal	F. Bayrou	N. Sarkozy	Droite de la droite	Total	N
Secteur d'activité										
Non réponse	51%	1%	4%	1%	21%	8%	11%	3%	100%	160
Secteur primaire	24%*	0%	0%	7%	17%	10%	21%	21%	100%	29
Bâtiment, génie civil, transp.	35%	3%	9%	5%	18%	5%	7%	17%	100%	116
Industrie, énergie	26%	5%	16%	4%	18%	11%	11%	9%	100%	158
Commerces	35%	2%	10%	3%	12%	14%	16%	9%	100%	153
Services aux part. et entrep.	30%	2%	4%	3%	20%	15%	22%	5%	100%	196
Services financ. et immob.	26%	0%	2%	0%	12%	14%	44%	2%	100%	43
Services pub. non-marchands	29%	1%	9%	4%	30%	11%	9%	7%	100%	401
Statuts professionnels										
Non réponse	46%	2%	7%	2%	13%	13%	8%	10%	100%	102
Travailleur indépendant	30%	2%	2%	3%	11%	11%	31%	10%	100%	132
CDD, Intérim, stage	28%	2%	13%	3%	21%	13%	13%	9%	100%	119
Contractuel du public	32%	1%	7%	8%	20%	8%	14%	8%	100%	74
CDI	34%	2%	9%	3%	19%	11%	14%	7%	100%	508
Fonctionnaire	30%	1%	9%	3%	33%	11%	7%	7%	100%	321
<i>Ensemble</i>	33%	2%	8%	3%	22%	11%	14%	8%	100%	1256

* Lecture : 24% des actifs du secteur primaire ont choisi de ne pas dévoiler leur vote (non réponse).

Par contre et alors que l'on a établi que le vote pour la gauche de la gauche était plus élevé au sein des mondes populaires (ouvriers qualifiés et non qualifiés, chômeurs), il apparaît ici que ce choix électoral est plus fréquent parmi les actifs du secteur de la production industrielle et énergétique (le poids de la candidate du PCF jouant ici à plein) et parmi les actifs dont le contrat de travail est le plus précaire, puisqu'il atteint 13% chez les salariés en CDD, en intérim, ou en stage, ce qui renvoie en partie à un effet d'âge de l'électorat d'Olivier Besancenot. C'est d'ailleurs aussi un effet d'âge parmi ces salariés les plus précaires qui explique le score assez élevé du candidat du Modem, qui puise décidément ses racines dans des mondes sociaux diversifiés en 2007, alors que le score un peu plus élevé que la moyenne des candidats de la droite de la droite dans cette même catégorie n'est pas dépendant de l'âge et que c'est chez les travailleurs indépendants qu'il atteint le niveau le plus élevé. Mais ce choix électoral est aussi très élevé parmi les actifs du secteur du bâtiment, du génie civil et des transports, un secteur qui fonctionne structurellement grâce à une main d'œuvre sous contrat

²⁶ Collovald A., 2004, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Paris, Editions du croquant, 256 p.

précaire et qui compte de nombreux travailleurs étrangers ou immigrés, ces deux caractéristiques pouvant conjointement nourrir le vote pour le FN²⁷ :

« *Trop de noirs en France* » (Homme, 35-49 ans, ouvrier non qualifié, secteur du bâtiment, génie civil, transports) ; « *Ras le bol d'avoir du mal à trouver du boulot* » (Homme, 26-34 ans, ouvrier qualifié, secteur de l'industrie, énergie) ; « *Immigration* » (Homme, 26-34 ans, ouvrier qualifié, secteur du bâtiment, génie civil, transports) ; « *Insécurité, restons français* » (Homme, 35-49 ans, ouvrier non qualifié, secteur du bâtiment, génie civil, transports) ; « *Pour mettre une France propre et surtout rester français* » (Homme, 35-49 ans, ouvrier qualifié, secteur du bâtiment, génie civil, transports) ; « *Il faut arrêter d'aider tout le monde, balayons déjà devant notre porte* » (Homme, 26-34 ans, ouvrier non qualifié, secteur de l'industrie, énergie).

C'est finalement pour les votes en faveur des deux candidats en lice au second tour que le clivage public-privé a le plus d'effets. Le vote pour la candidate socialiste varie ainsi du simple (11% chez les travailleurs indépendants) au triple (33% pour les salariés sous statut de fonctionnaire), tandis que les suffrages en faveur du candidat UMP opposent les travailleurs indépendants (31%) aux fonctionnaires (7%) dans un rapport de un à quatre. Parallèlement, le vote pour N. Sarkozy, qui défendait le plus le libéralisme économique parmi les candidats en lice lors du scrutin présidentiel de 2007, s'avère très élevé chez les salariés du secteur des commerces, des services aux entreprises et aux particuliers, et surtout parmi ceux du secteur tertiaire supérieur bancaire et immobilier dont il bénéficie de 44% des suffrages, bien que l'effectif de cette catégorie invite à la prudence (n=43). L'opposition électorale entre les défenseurs d'une approche de l'économie où l'État est fortement investi et les tenants d'un libéralisme non-entravé a d'ailleurs été invoquée par plusieurs enquêtés pour justifier leur choix, rappelant que l'avenir de certaines professions (ou de certains statuts) pouvait être remis en cause en fonction du candidat vainqueur :

« *Pour mon travail* » (Homme, électeur de N. Sarkozy, 26-34 ans, Bac pro, militaire de carrière) ; « *Par rapport à mon travail* » (Homme, électeur de N. Sarkozy, 18-25 ans, CAP ou BEP, policier) ; « *Il me semble le plus adapté à mes ambitions professionnelles* » (Homme, électeur de N. Sarkozy, 18-25 ans, Bac+2, cadre financier) ; « *Prof libérale* » (Femme, électrice de N. Sarkozy, 26-34 ans, Bac+5 et plus, vétérinaire) ; « *Future prof libérale* » (Femme, électrice de N. Sarkozy, 18-25 ans, Bac+5 et plus, étudiante en dentaire).
« *Par idéologie car je suis fonctionnaire de l'éducation nationale et soucieuse de l'avenir de ma profession* » (Femme, électrice de S. Royal, 35-49 ans, Bac+3/4, professeur des écoles) ; « *C'est la seule qui promet de rétablir tout de suite les postes supprimés dans l'éducation nationale* » (Femme, électrice de S. Royal, 50-64 ans, Bac+3/4, professeur d'anglais) ; « *Par rapport à ma profession et à l'envie d'un changement dans la société* » (Femme, électrice de S. Royal, 26-34 ans, Bac+3/4, enseignante) ; « *Choix PS (protection sociale, défense du service public)* » (Femme, électrice de S. Royal, 35-49 ans, Bac+3/4, enseignante) ; « *Je suis salariée et donc socialiste* » (Femme, électrice de S. Royal, 35-49 ans, Bac général/techno, aide-soignante).

La manière dont sont présentés ces choix électoraux souligne bien la nécessité de tenter de regarder plus en détail la situation professionnelle des salariés, et notamment les rapports au futur qu'ils y entretiennent.

4. Des votes influencés par les rapports à l'avenir dans la sphère professionnelle

L'avant-propos de l'ouvrage dont sont extraites les questions utilisées dans cette dernière partie évoque d'ailleurs les répercussions politiques des enjeux se nouant au travail, d'autant plus qu'il s'inscrit dans le contexte qui a suivi l'élection présidentielle de 2002, où de nombreux chercheurs ont tenté d'identifier les fondements sociaux à l'origine de la spectaculaire percée de l'extrême droite :

« Les consultations électorales du printemps 2002 ont fait éclater au grand jour de nouvelles lignes de fractures au sein de la société française. Déjà perceptibles au cours de la décennie précédente, ces lignes n'épousent pas les contours classiques d'un affrontement « droite-gauche » tel qu'il a pu se manifester au cours des consultations antérieures, opposant les tenants du marché à ceux de l'État. Elles ne coïncident pas non plus avec les contrastes tranchés entre des groupes sociaux que sépareraient des niveaux de revenus (riches-pauvres), des statuts d'emploi (indépendants-salariés), ou des formes d'activités professionnelles (manuels-intellectuels). Chacun de ces clivages a

²⁷ Les propos mobilisés ici renvoient aux réponses des enquêtés à la question ouverte : « Pourquoi avez-vous fait ce choix ? ».

beau jouer un rôle, les principales lignes de fracture sont ailleurs. Et elles sont compliquées parce que "l'insécurité sociale" déborde aujourd'hui largement la cadre des populations qui occupent des emplois reconnus comme précaires. Un emploi stable peut ne pas être durable ; il peut aussi être intenable. Et cela à tous les niveaux de la hiérarchie sociale. Le fossé tend alors à se creuser entre des individus économiquement et socialement bien insérés, et d'autres, qui, pour des raisons diverses, se considèrent "dépassés", "marginalisés" par les transformations économiques et sociales en cours : internet, Europe, mondialisation, etc. »²⁸.

Avec un peu de recul par rapport au « traumatisme du 21 avril » et comme on vient de le montrer, il apparaît tout de même que les clivages anciens de la sociologie électorale conservent une grande partie de leur pertinence et qu'il est justement nécessaire d'envisager les modalités de leur recombinaison en recourant à des « formes évoluées des clivages de condition et de position de classe »²⁹. Certaines réactions suscitées par ces questions montrent d'ailleurs tout l'intérêt de telles questions, en témoigne le fait qu'une jeune enquêtée (électrice d'O. Besancenot, titulaire d'un BEP et secrétaire dans la fonction publique) ait rajouté elle-même puis coché des cases indiquant « *rabaissée* », « *sous-estimée* », « *harcelée* » pour décrire les sentiments éprouvés dans son travail, ou qu'une femme de 35-49 ans, détentrice d'un bac professionnel et ne dévoilant ni son métier ni son vote, choisisse la réponse « *très élevée* » pour indiquer la probabilité de perdre son emploi dans l'année, et qu'elle ajoute les signes « +++ » pour appuyer son propos, ou encore qu'une autre femme (agent technique dans le privé et ayant choisi Ségolène Royal) écrive en face de cette question « *Les entreprises du CAC40 nous font travailler n'importe comment, on perd notre qualité d'être débrouillard dans le travail, et c'est partout pareil* ». Parce qu'elles sont intimement liées entre elles et donnent à lire des sentiments combinés, ces questions ont été rassemblées pour être traitées dans une même ACM dont le premier plan est présenté ci-contre (figure 3). Les commentaires qui suivent s'appuient parallèlement sur les tableaux initiaux pour étayer l'argumentaire avec des pourcentages comme c'était le cas pour l'analyse des effets des autres variables.

Cet espace met en lumière que ce sont les votes pour les candidats de la gauche de la gauche et pour N. Sarkozy qui sont les plus fortement affectés par l'insertion et le rapport à l'avenir dans le monde du travail, ce qui dessine plus largement une opposition combinée entre gauche et droite d'une part, et entre centre et marges de l'espace politique d'autre part. Les enquêtés qui disent avoir choisi un candidat de la gauche de la gauche rencontrent ainsi beaucoup plus de difficultés au sein d'un monde du travail dans lequel ils ne pensent avoir que peu de perspectives, si ce n'est des difficultés. Ils estiment aussi plus fréquemment que la probabilité pour eux d'obtenir une promotion est faible (9%) ou presque inexistante (11%), tout en étant plus nombreux à penser que le risque d'une perte d'emploi prochaine est élevé ou très élevé (12%), et que dans cette hypothèse il leur sera plutôt difficile (9%) ou très difficile (12%) de retrouver un poste au moins équivalent. Ces électeurs partagent cependant des points communs avec l'ensemble des enquêtés ayant opté pour un vote à gauche, puisqu'ils pensent plus souvent ne pas être « *reconnus à leur juste valeur* », « *être exploités* », « *que n'importe qui pourrait faire leur travail* », ressentent plus souvent « *l'ennui* » et éprouvent plus rarement « *la fierté du travail bien fait* ». Au total, ils sont seulement 6% à se dire « *très heureux dans leur travail* », contre 14% qui déclarent être « *plutôt pas heureux* » ou « *pas heureux du tout* ».

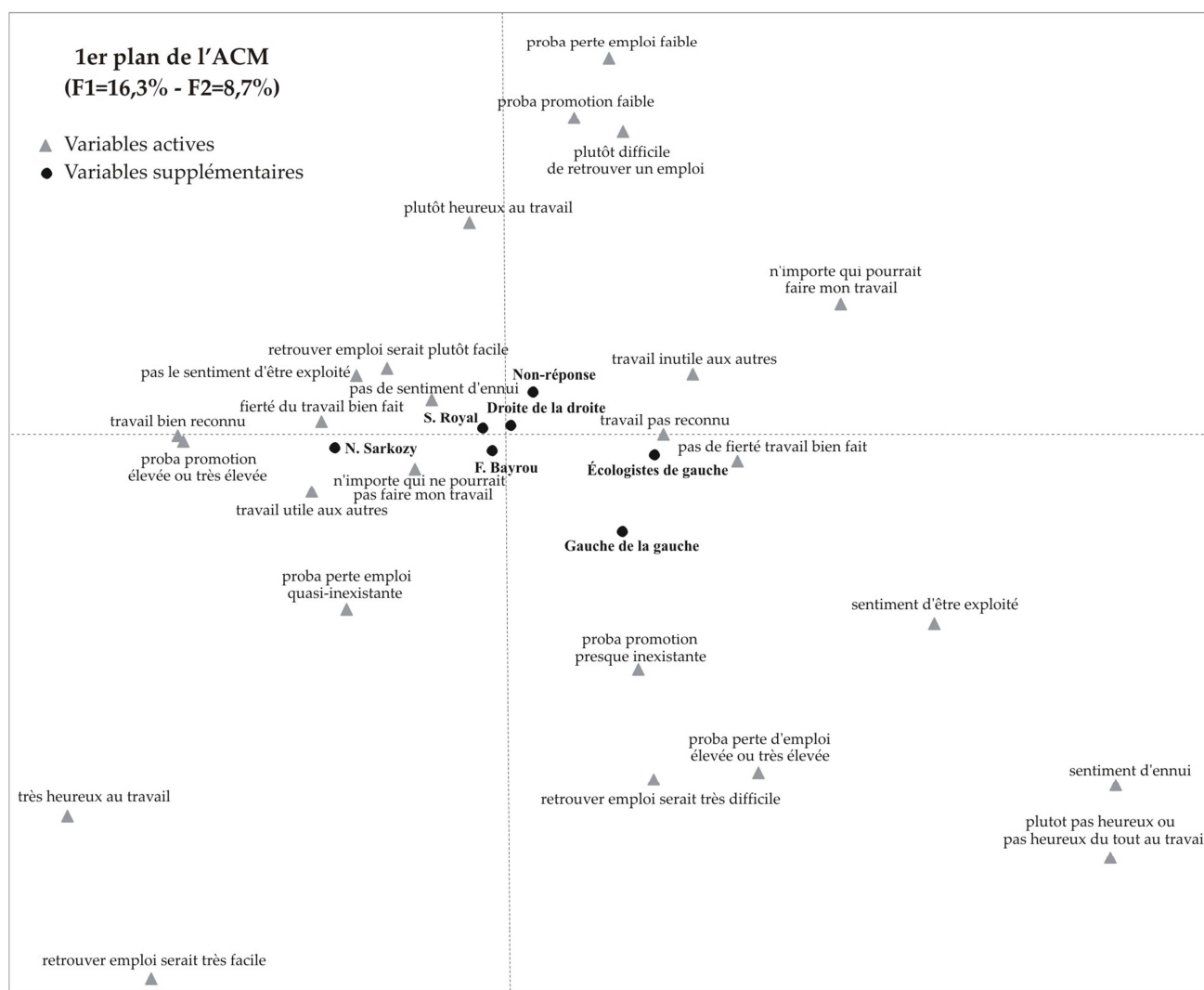
Les électeurs de la droite de la droite apparaissent sous un jour contrasté en ce qui concerne leur rapport au travail et leur choix électoral constitue d'ailleurs la modalité supplémentaire la moins bien représentée dans ce plan. Alors que la base électorale de Jean-Marie Le Pen est généralement présentée dans les analyses dominantes comme la résultante de la décomposition des solidarités

²⁸ Baudelot C. & Gollac M. (dir.), 2003, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard, 351 p.

²⁹ Dupoirier E., 2004, « Dynamique de l'espace social et vote », Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Science Po, pp.185-206.

ouvrières sur fond de crise économique, d'autoritarisme des classes populaires et de déclin du PCF, elle semble ici relativement hétérogène, ce qui peut s'expliquer par deux éléments. Il faut en effet rappeler d'une part que la catégorie droite de la droite telle qu'elle est construite ici regroupe seulement un peu plus de la moitié (55 sur 98) d'électeurs du candidat FN, et d'autre part qu'elle repose sur des données issues du scrutin de 2007, élection lors de laquelle le FN se situait à un niveau très inférieur à celui de 2002. Ces électeurs partagent donc certaines caractéristiques avec le reste de l'électorat de droite, et notamment celui de Nicolas Sarkozy, à commencer par « *la fierté du travail bien fait* », le fait de ne pas éprouver « *l'ennui* » au travail ou d'estimer « *élevée ou très élevée* » la possibilité d'une promotion dans l'année qui vient. Mais ils sont aussi, comme les électeurs de la gauche de la gauche, plus nombreux à penser pouvoir perdre leur emploi (10%), que leur activité professionnelle n'est pas « *utile aux autres* » (10%), ou qu'ils sont « *exploités* » (9%). Ces rapports contrastés voire ambivalents confirment donc la relative hétérogénéité des soutiens électoraux de la droite de la droite, et en particulier la présence de petits travailleurs indépendants finalement assez heureux de leur métier.

Figure 3. Les retombées électorales des représentations de soi au travail



Les électeurs ayant voté pour l'un des trois candidats arrivés en tête (N. Sarkozy, S. Royal et F. Bayrou) partagent eux aussi plusieurs traits, à commencer par le fait d'être mieux dotés en titres scolaires et plus souvent situés en haut des hiérarchies professionnelles comme on l'a déjà souligné.

Pour eux, le risque de perdre leur emploi dans l'année est alors bien souvent perçu comme « *faible* » ou « *presque inexistant* », ils ont plus que les autres « *l'impression de faire quelque chose utile aux autres* » et « *le sentiment du travail bien fait* », tout en ayant très rarement « *le sentiment d'être exploités* ». Rien d'étonnant, donc, à ce qu'ils soient « *plutôt heureux* » (S. Royal) voire « *très heureux* » (F. Bayrou et N. Sarkozy) dans un travail où ils s'épanouissent. Ce sont d'ailleurs les électeurs du candidat de l'UMP, souhaitant « *réhabiliter la valeur travail* » tout au long de sa campagne, qui se distinguent le plus nettement face aux questions permettant d'approcher le rapport à l'avenir dans la sphère professionnelle. Leurs perspectives d'avenir y apparaissent en effet comme les plus positives et tournées vers la mobilité ascendante, comme le montre la proportion d'entre eux qui estime « *élevée ou très élevée* » la possibilité d'avoir une promotion dans l'année, et à l'inverse le très faible nombre de ceux qui pensent pouvoir perdre leur emploi. Ce sont également les seuls électeurs à ne pas estimer majoritairement que « *n'importe qui pourrait faire leur travail* », et le rapport entre ceux que se disent « *très heureux* » (20%) et ceux qui se disent « *plutôt pas heureux* » ou « *pas heureux du tout* » (5%) varie de un à quatre. Autant de signes d'un certain bonheur au travail d'autant plus compréhensibles que ces électeurs n'occupent que très rarement les positions subalternes dans les rapports hiérarchiques des entreprises, voire sont eux-mêmes chefs d'entreprise.

Car si un sentiment tel que le fait « *d'être reconnu à sa juste valeur* », fortement répandu parmi les soutiens électoraux du candidat UMP, renvoie aux gratifications symboliques, au système de valeurs et à l'image que l'on a de soi par rapport au reste de la société, il touche aussi très largement à la question des revenus tirés du travail (ou du capital) disponibles pour vivre, comme on l'a aussi souligné. Par ailleurs, les importantes retombées électorales de tels ressentiments qui portent sur des rapports à l'avenir montrent la nécessité de recourir à l'analyse des trajectoires sociales des individus.